

FICHE RÉCAPITULATIVE

Des missions de repérages des MPCA

SANOFI AVENTIS
Recherche & Développement

Bâtiment restauration
3 Digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE



Editée suite au rapport n° RR-210F009-17-0277
en date du 28 septembre 2017 réalisé par la Société Augeris

RAPPEL

« Code de la santé publique / partie réglementaire / LIVRE III / TITRE III / chapitre IV / section 2

Article R1334-28

Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R. 1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et de médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. »

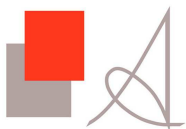
« ... »

« Les propriétaires communiquent le dossier technique "amiante" à toutes personnes physiques ou morales appelées à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "amiante" prévue à l'article R. 1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. »

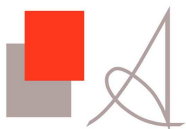
La fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante se substitue à un « constat avant vente » pour les bûts suivants :

- Parties communes des immeubles collectifs d'habitation construits avant le 01/07/1997,
- IGH et ERP de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie,
- Immeubles de bureaux, ERP de la 5^{ème} catégorie, locaux industriels ou agricoles, locaux de travail.



SOMMAIRE

I.	Renseignement Généraux.....	3
II.	Liste des Locaux	4
III.	Liste des Rapports de Missions de repérages existants.....	4
IV.	Repérage des Matériaux et Produits contenant de l'amiante.....	5
V.	Les évaluations périodiques	5
VI.	Liste des Codes de Conseils et Préconisations	6
VII.	Recommandations Générales de Sécurité	8
VIII.	Travaux de Retrait ou de Confinement des matériaux ou produits contenant de l'amiante	11
IX.	Plans ou croquis.....	12
X.	Liste de Diffusion	13



I. Renseignement Généraux

Date de rédaction	28 septembre 2017
-------------------	-------------------

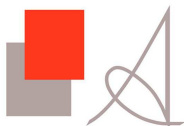
Immeuble bâti concerné

Usage	Restaurant
Nombre d'étage(s)	Rez-de-chaussée
Adresse	3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE

Mise à disposition du DTA

(Responsable, lieu et modalités de consultation)

Locaux visités	Bâtiment Restauration
----------------	-----------------------



II. Liste des Locaux

Adresse	Cage	Etage	N°	Local	Visite	Commentaire
3 Digue d'Alfortville	Restaurant	RdC	1	Ensemble des locaux	13/09/17	
			2	Toiture	13/09/17	

Le diagnostic ne porte que sur la liste citée ci-dessus, tout autre local devra être considéré comme non visité.

III. Liste des Rapports de Missions de repérages existants

Date de la mission	Référence du rapport	Type de rapport	Ets de contrôle	Périmètre de la mission
13 septembre 2017	RR-210F009-17-0277	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits des listes A et B à intégrer au Dossier Technique Amiante	Augeris	Bâtiment Restauration

IV. Repérage des Matériaux et Produits contenant de l'amiante

Liste des matériaux repérés lors de l'intervention du 13 septembre 2017, rapport n° RR-210F009-17-0277

Liste A : Flocages – Calorifuges – Faux plafonds

Conformément à l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Matériau	Localisation	Observation	Etat de conservation	Conseils et préconisations *
pas de MPSCA repéré	néant	néant	néant	néant

Liste B et Autres Matériaux

Conformément à l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Matériau	Localisation	Observation	Etat de conservation	Conseils et préconisations *
4 : Conduit(s) + lanterne	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine Se retrouve au rez-de-chaussée en cuisine		bon état	EP
5 : Conduit(s) carré + lanternes x 2	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine Se retrouve au rez-de-chaussée dans la circulation et wc		bon état	EP

*Cf annexe VI

V. Les évaluations périodiques

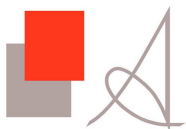
Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (*) (Flocages – Calorifugeages- Faux-Plafond)

Date de la visite	Matériau	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement
Sans objet				

Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (Autres Matériaux)

Date de la visite	Matériau	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement
13/09/2017	4 : Conduit(s) + lanterne	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine Se retrouve au rez-de-chaussée en cuisine	EP	Sans objet
13/09/2017	5 : Conduit(s) carré + lanternes x 2	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine Se retrouve au rez-de-chaussée dans la circulation et wc	EP	Sans objet

(*) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.



VI. Liste des Codes de Conseils et Préconisations

Liste A : Flocages – Calorifuges – Faux plafonds

F1. Score 1 ⇒ CONTROLE TOUS LES 3 ANS.

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

F2. Score 2 ⇒ CONTROLE PAR MESURES EMPOUSSIEREMENT

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

F2.1 Résultats : Si $E \leq 5f/l$, contrôle tous les 3 ans.

F2.2 Résultats : Si $E \geq 5f/l$, mesures conservatoires + travaux

En cas de **travaux partiels ou de confinement** : Inspection visuelle+ mesures empoussièrément + contrôle tous les 3 ans après les travaux;

En cas de **retrait de l'amiante**, contrôle visuel + mesures empoussièrément libératoires.

F3. Score 3 ⇒ MESURES CONSERVATOIRES + TRAVAUX

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

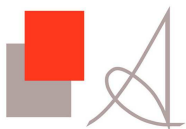
En cas de **travaux partiels ou de confinement** : Inspection visuelle+ mesures empoussièrément+ contrôle tous les 3 ans après les travaux ;

En cas de **retrait de l'amiante (désamiantage)**, contrôle visuel + mesures empoussièrément libératoires.

Liste B

EP ⇒ évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer



AC1 ⇒ Action Corrective de premier niveau

- a. Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b. Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c. Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d. Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

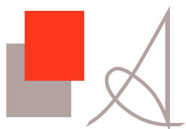
AC2 ⇒ Action Corrective de second niveau

- a. Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celle-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b. Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c. Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d. Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Matériaux Hors listes A et B

NF*4. Il n'y a pas de danger si le matériau ne subit aucune dégradation (travaux de type percement, cassage, sciage, ponçage etc...).

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.



VII. Recommandations Générales de Sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

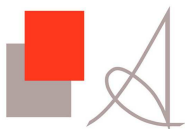
b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.



2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

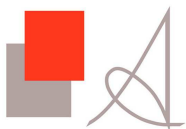
Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux



dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

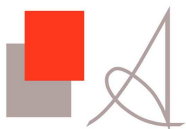
- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie

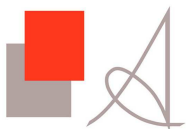


VIII. Travaux de Retrait ou de Confinement des matériaux ou produits contenant de l'amiante

(à renseigner par le propriétaire)

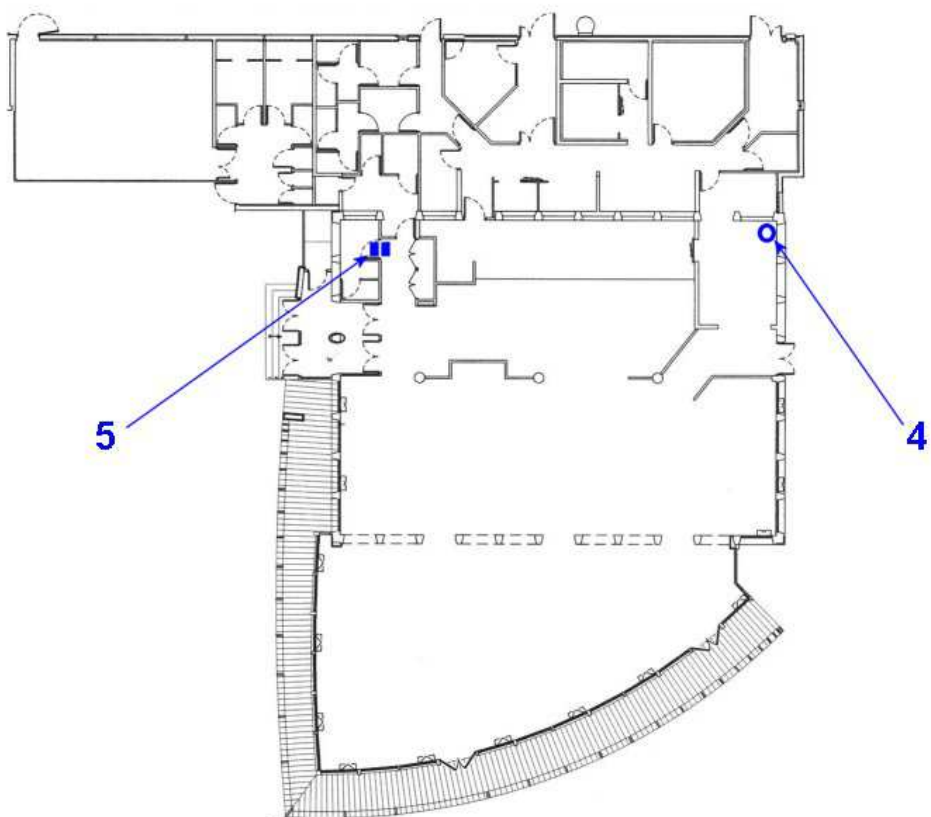
Il est essentiel de renseigner le présent tableau pour toute intervention sur un matériau déclaré amianté. C'est en fonction du type de travaux réalisés que le suivi du risque amiante sera maîtrisé. (Exemple : Le confinement supprime l'accessibilité de l'amiante mais n'en retire pas le risque !)

Dates (début –fin)	Nature des travaux	Localisation	Matériau traité	Entreprise intervenante

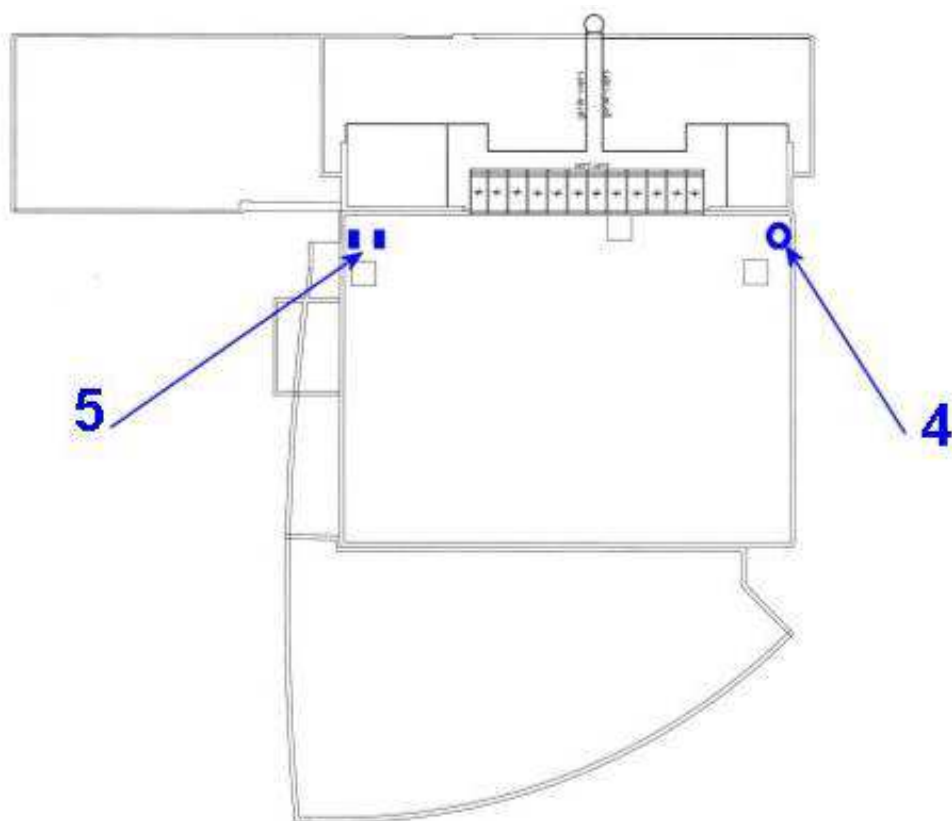


IX. Plans ou croquis

Rez-de-chaussée



Toiture





AUGERIS Liste de Diffusion du Rapport n° RR-210F009-17-0277 du 28/09/2017
Immeuble bâti: Bâtiment Restauration
3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE